

OÙ EST PASSÉ L'ARGENT DE L'ISF ?

*Faut-il rétablir
l'impôt sur la fortune,
quasi supprimé au début
du quinquennat ? Les
"gilets jaunes" relancent
le débat, explosif.
Faute de chiffres solides,
impossible de faire
un premier bilan de
la réforme*

Par **SOPHIE FAY**

*Toulouse, le 1^{er} décembre.
La réforme de l'ISF est un
des principaux griefs des
« gilets jaunes » à l'encontre
d'Emmanuel Macron.*

Emmanuel Macron y a cru. Passionnément. Aveuglément. Bêtement. Il a pensé, pendant la campagne électorale de 2017, qu'il pourrait faire tomber ce tabou de l'histoire économique et politique française : l'impôt sur la fortune. Pour lui, c'était simple : il suffisait d'expliquer aux Français que, sans l'ISF, davantage d'argent serait disponible pour l'investissement dans nos PME. Qu'elles allaient ainsi pouvoir enfin grandir pour concurrencer les entreprises du *Mittelstand* allemand, celles qui ont porté les exportations de notre voisin au firmament et amené le plein-emploi chez lui.

Pendant cinq ans, lorsqu'il était secrétaire général adjoint de l'Élysée ou ministre de l'Économie, chefs d'entreprise, banquiers, investisseurs, fiscalistes, se pressaient dans son bureau pour lui marteler cette « évidence ». Les mêmes, mécènes fortunés, ont d'ailleurs abondamment financé son mouvement, En Marche !, puis sa campagne. Il a fini par y croire, au point de donner la priorité à cette réforme. Dix-huit mois plus tard, il déchantait. Et si les premiers de cordée pensaient plus avec leur portefeuille qu'avec leur patriotisme économique ? Il peut méditer, un peu tard, la phrase de De Gaulle : « *La politique de la France ne se fait pas à la corbeille.* » Il commence à payer sa terrible faute fiscale.

L'histoire aurait pu l'éclairer. Même sans remonter à Tocqueville et à la « *passion pour l'égalité* » des Français, il suffisait de se souvenir de Jacques Chirac : en 1986, Premier ministre, il supprime ce qu'on appelait alors l'impôt sur les grandes fortunes, instauré par François Mitterrand. Deux ans plus tard, il est remercié par les électeurs. On ne l'y reprendra plus. Nicolas Sarkozy retient la leçon mais pas complètement... Il blinde le bouclier fiscal en 2007, un « cadeau » qui va lui coûter très cher en popularité quand les Français vont découvrir le chèque que le fisc a signé à la femme la plus riche de France, Lilliane Bettencourt. En 2011, assailli par les chefs d'entreprise, l'ancien maire de Neuilly se tâte : et si on supprimait l'ISF une fois pour toutes ? François Baroin, alors ministre des :



*Toulouse, le 1^{er} décembre.
La réforme de l'ISF est un
des principaux griefs des
« gilets jaunes » à l'encontre
d'Emmanuel Macron.*

Finances, et Gilles Carrez, rapporteur de la puissante commission des Finances de l'Assemblée, se chargent de lui rappeler le risque politique. Il se contentera d'une baisse des taux, sur laquelle François Hollande reviendra.

Alors pourquoi Emmanuel Macron est-il parti bille en tête? «*Il y a eu un débat, rappelle l'économiste Jean Pisani-Ferry, son directeur de programme pendant la campagne. Il a été tranché en février 2017, lorsqu'il a décidé de garder un impôt sur le patrimoine immobilier, l'IFI.*» Celui-ci rapporte encore 1,2 milliard d'euros à l'Etat et concerne 120 000 ménages. «*Par la suite, pendant la campagne, cette proposition n'a pas vraiment fait de vagues*», note l'expert. Macron l'a donc cru validée par le suffrage universel.

UN SUJET EXPLOSIF

La polémique n'est vraiment repartie qu'après la publication, fin juin 2017, du rapport de la Cour de Comptes soulignant le risque de dérive du déficit. Immédiatement, Edouard Philippe, dans son discours de politique générale, a proposé de différer d'un an cette réforme. Pas question, a répondu Emmanuel Macron. En revanche, accroché à la volonté de devenir un bon élève européen, il a immédiatement augmenté la CSG, et étalé dans le temps la baisse des cotisations salariales promise aux salariés ou la revalorisation des minima sociaux. «*La réforme de l'ISF et de la fiscalité sur le capital, c'était 5 milliards; la hausse de la CSG, 4,5 milliards*», rappelle le député LR Gilles Carrez, un des meilleurs experts budgétaires. Des montants comparables. «*Or il y a un adage que connaissent tous les fiscalistes : "Donner et reprendre ne vaut."*» Il est risqué de prendre à une catégorie de Français pour donner aux autres, surtout si c'est aux plus riches. A l'époque, Carrez avait alerté sur un autre danger : dessiner une trajectoire de hausse de la fiscalité carbone déconnectée des évolutions du brut. «*C'est une faute professionnelle, un manque d'expérience flagrant.*» A droite comme à gauche, les « anciens » savent à quel point le sujet est explosif. Carrez se souvient : «*En 2001, quand l'essence a flambé, Jospin n'a pas eu d'autre choix que de faire la TIPP flottante. Idem à l'été 2005. Nous étions sous une pression incroyable. C'est une folie de se lier les mains sur le prix du plein de carburant.*» Les fautifs, selon lui? La technocratie. Il l'a dit et répété à ses collègues LREM, et leur a enjoint, au début du

"L'ARGENT QUI N'EST PLUS PRÉLEVÉ PAR L'ISF REVIENT DANS L'ÉCONOMIE."

BRUNO BONNELL, DÉPUTÉ LREM



mouvement des « gilets jaunes », d'accepter un moratoire. Alors en vain...

Emmanuel Macron peut-il encore sauver sa réforme fiscale? Un peu perdus, les députés LREM plaident la bonne foi. «*Nous avons dit, lors de la transformation de l'ISF en IFI, que nous ferions une évaluation. Le groupe de travail est en cours de formation*, explique un collaborateur du groupe à l'Assemblée. *Il doit rendre son verdict en 2020. Nous sommes dans les temps.*» Dans l'urgence, plusieurs députés ont demandé une sorte de préévaluation. Après avoir passé du temps sur les ronds-points bloqués par les « gilets jaunes », Bruno Bonnell, fondateur de plusieurs entreprises devenu député LREM, a promis de dire où était passé l'argent. Le Lyonnais égrène les premiers arguments de la défense. L'investissement des entreprises? En hausse de 4,4% en 2017 (il omet toutefois de dire qu'en 2018 le rythme ralentit). Les investissements étrangers en France? +43% en 2017, un record depuis dix ans (c'est le chiffre donné par le cabinet d'audit et de conseil EY, ex-Ernst & Young, qui précise toutefois que le Brexit et les réformes Hollande comptent au moins autant que les réformes

Macron). Les ventes de robots? +20% (mais le président de la Fédération des Industries mécaniques, Bruno Grandjean, les attribue plutôt au mécanisme fiscal de « suramortissement » voté sous Hollande)... Bruno Bonnell avance encore un chiffre : l'envolée des investissements dans les PME et start-up, en hausse de 61% au premier semestre 2018, toujours selon EY. On aimerait bien créditer l'ISF de ce score... sauf que Franck Sebag, associé dudit cabinet, salue plutôt le « *regain des investisseurs étrangers* »... Embarrassé, Bonnell, fondateur du salon Innorobo et d'Infogrames, nous promet de nous fournir des exemples concrets d'entreprises qui, grâce à la fin de l'ISF, ont pu diminuer le versement de dividendes et augmenter l'intensité de leurs investissements. On attend toujours... «*Qu'ils publient une évaluation à ce sujet et on la regardera; à ce stade, ils n'ont rien du tout* », s'agace l'économiste Thomas Piketty.

DES INVESTISSEMENTS DISPARUS

D'autres statistiques nous parviennent, moins réjouissantes. Valérie Rabault, présidente du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, souligne l'envolée des placements en assurance-vie... investis en obligations et emprunts d'Etat. Antoine Baschiera, fondateur d'Early Metrics, une agence de notation spécialisée dans les start-up, note, lui, que les « business angels » – ces particuliers fortunés imposés à l'ISF qui réduisaient leur impôt en investissant dans le capital de PME, grâce à la niche fiscale dite « ISF PME » – ont disparu du marché. «*Aujourd'hui, il ne reste que les "business angels" professionnels*», explique-t-il. Confirmation du financier Marc Fiorentino : «*Le premier impact de la suppression de l'ISF, c'est la disparition des investissements "ISF PME"*. » Il est aujourd'hui facile de s'enrichir sans prendre le risque d'investir dans une start-up, note-t-il. Pis, pour Olivier Rozenfeld, président du cabinet Fidroit, conseil en gestion patrimoniale et fiscale, «*la réforme de la fiscalité du capital, qui avait bien démarré, a fini en pétard mouillé*». Dès que ses clients ont su que les députés avaient l'intention d'évaluer la réforme de l'ISF en 2020 et que les sénateurs promettaient, eux, de surveiller certains points de la réforme de la fiscalité des revenus du capital (la fameuse « flat tax » à 30%), ils se sont dit : autant attendre que tout cela soit stabilisé. D'ailleurs, à ce jour, les exilés fiscaux ne se précipitent pas pour rentrer...